



CONCOURS EXTERNE et EXTERNE SPECIAL D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2022

**Composition portant sur un sujet d'économie
Un court dossier est mis à la disposition des candidats**

EPREUVE N° 1

**Durée : 5 h
Coefficient : 3**

SUJET : Faut-il renoncer à la croissance ?

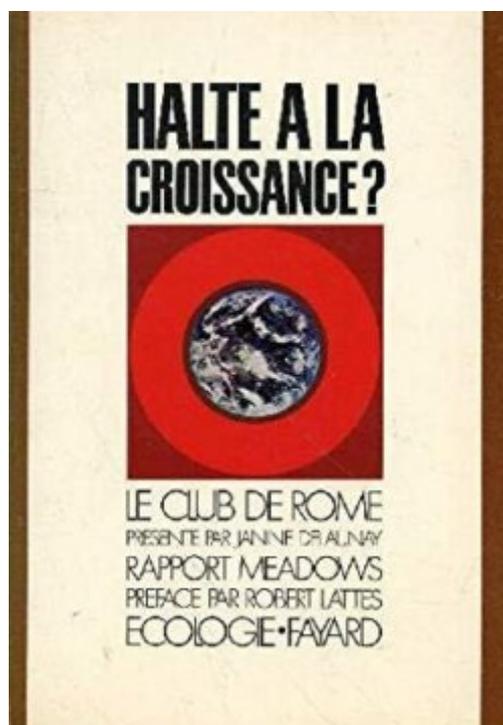
DOCUMENTS JOINTS

Document 1	DEGALLAIX S., <i>50 ans après relire le Rapport Meadows, 50e anniversaire du Rapport Dennis MEADOWS, Club de Rome, « Les limites de la croissance », nouvelle édition titrée « Halte à la croissance » (2021)</i> , Fondation Prospective et Innovation	Page 2
Document 2	STIGLITZ Joseph E., (19 décembre 2019), <i>Comment éviter de renoncer un jour à la croissance ?</i> , Les Echos.	Page 6
Document 3	Rapport des Nations Unies, (Communiqué ONU, 6 juillet, 2021), <i>Le développement durable doit être au cœur de la relance post-COVID</i> , Relance Durable, Conférence COP 26, Glasgow, novembre 2021.	Page 9
Document 4	<i>Les perspectives économiques</i> , (communiqué de janvier 2022), La Banque Mondiale.	Page 11

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- **Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies** : pas de signature ou nom, grade, même fictifs.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la pagination doit être réalisée avant la fin de l'épreuve. La gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois, annotations, illustrations ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

Cinquante ans après, relire le Rapport du Club de Rome « Halte à la croissance ? », publié en 1972



Il y a bientôt 50 ans, le Club de Rome créait un choc en titrant « Halte à la croissance ? » un rapport qu'il avait demandé au MIT.

Le rapport dû à l'économiste Dennis Meadows et à son équipe s'intitulait en anglais de façon moins dramatique « les limites de la croissance ».

« Halte à la croissance », non pas parce que la planète aurait atteint un niveau de développement économique et social tel que chacun recevrait selon ses besoins, pour suivre l'utopie de Karl Marx, ou celle de l'économiste Stuart Mill du milieu du XIXème siècle, qui résultait d'un choix hédoniste de gens exempts des labeurs les plus pénibles qui jouiraient de suffisamment de loisirs pour leur permettre de cultiver librement les grâces de la vie mais, de manière plus tragique parce que les ressources alimentaires et minières de la planète seront rapidement épuisées, si le rythme actuel de leur exploitation se poursuivait.

Ce rapport avait naturellement suscité des débats animés. La préconisation du rapport était sans appel : il faut parvenir à un « état stationnaire » de l'économie mondiale, avec un équilibre statique entre les richesses nationales et la population. Moins d'humains avec moins de richesses produites pour préserver le capital agricole, minier du globe et contenir la pollution dans des proportions acceptables.

L'interaction de cinq facteurs provoque ce phénomène d'épuisement des richesses naturelles : population, urbanisation, industrialisation, alimentation et pollution.

Le raisonnement est exponentiel et non linéaire, à la Malthus. Les pentes de la croissance sont de plus en plus pentues, pour approcher la verticale au fil des ans.

Les prophéties du rapport sont sombres pour l'humanité quant à la disponibilité des ressources de base. Bien sûr, on pourrait gagner quelques années en réduisant le rythme des consommations ou par le progrès technologique mais l'issue ne changerait pas... Le rapport du Club de Rome n'était pas le plus apocalyptique des travaux menés sur la question de la disparition inéluctables des matières premières. Ces rapports sont aujourd'hui – charitablement – oubliés comme celui de C.K Leith qui, en 1935, prédisait, à l'instar du Club de Rome, la fin des ressources en 1950, date à laquelle, le rapport Paley, commandé par le Président Truman, mettait en garde contre les graves pénuries à venir et les risques pour la sécurité nationale

Toutes ces extrapolations se sont révélées inexactes ou très exagérées. Elles reposaient sur des hypothèses de croissance et de disponibilités physiques des matières premières qui ont été infirmées par les faits. Le monde ne manque aujourd'hui ni de pétrole, ni de minerais, ni de produits agricoles. A côté de la protection de l'environnement, la vraie question est celle de leur répartition géographique et des inégalités de revenus.

Un rapide coup d'œil sur les projections et les réalisations cinquante ans après.

- La population

Les projections démographiques sont réputées être les plus fiables car elles partent de bases établies (population actuelle, taux de fécondité et de mortalité qui varient lentement). Le rapport Meadows estimait « impossible » que la population mondiale en 2000 soit inférieure à 7 milliards et à 8 milliards en 2010. Dans les faits, elle a été de 6,1 milliards en 2000 et de 6,8 en 2010. Pour 2030, l'estimation du rapport était de 14 milliards. Elle est en 2020 inférieure à 8 milliards et devrait atteindre, selon les projections de l'ONU, 8,5 milliards en 2030. Lors de la sortie du rapport, le grand démographe français Alfred Sauvy avait vivement critiqué ces extrapolations, en faisant valoir la capacité de l'homme à réagir aux défis qu'il doit affronter et en mettant en garde contre toute abstraction intellectuelle.

- La production industrielle (en fait le PIB)

Second facteur essentiel dans le raisonnement du rapport de Dennis Meadows, la **production industrielle**, qui regroupe en fait l'industrie mais aussi l'agriculture et les services.

Là également, les données prises en compte sont considérées comme des variables presque fixes, cela au nom de « systèmes sociaux et économiques compliqués, stables et qui changent plutôt lentement que rapidement ». C'était ignorer les éléments « disruptifs » comme l'émergence de la Chine ou, à contrario, le coup d'arrêt donné à la croissance du Japon. La comparaison entre les projections et la réalité sont édifiantes car le Japon serait plus de deux fois plus riche que les Etats-

Unis et quatre fois plus que l'Allemagne tandis que l'Inde ferait mieux que la Chine. Naturellement de telles erreurs sont normales, inévitables, la prévision est un art difficile et les erreurs admissibles, mais s'imposent l'humilité et la prudence quant à des prescriptions radicales qui écartent toute divergence et qui tiennent pour acquises les situations actuelles.

Croissance démographique et croissance des PIB par habitant sont les valeurs clés du rapport car elles conduisent logiquement à se demander si la planète sera à même de fournir tous les biens nécessaires à ces consommateurs plus nombreux et plus riches.

Les conclusions ne sont guère encourageantes.

- Alimentation

En 1972, un tiers de la population souffrait de malnutrition. Pour fournir les aliments, la terre est nécessaire. La moitié de la terre arable était cultivée en 1970 (1,8 milliard d'hectares) et pour mettre en valeur la seconde moitié, d'immenses investissements sont requis. Des progrès de productivité sont imaginables mais ils ne courent jamais aussi vite que la croissance démographique. L'alimentation manquera. On retrouve le raisonnement du pasteur anglican Thomas Malthus qui prône la chasteté (volontaire) pour réduire le nombre d'enfants. Cette chasteté est inversement proportionnelle à la richesse. Les riches peuvent l'être moins et avoir plus d'enfants car ils ont les moyens de les nourrir.

- Minerais

La comparaison est faite entre les réserves, reprises du Bureau des mines américain, et la consommation annuelle de minerais résultant d'une croissance exponentielle. Par sécurité, le rapport révisé à la hausse ces réserves (tenir compte de celles que l'on n'a pas encore découvertes). Cela donne la durée de vie de ces réserves au regard de la consommation calculée toujours de manière exponentielle. A suivre ce calcul, la planète n'aurait plus, en 2021, de bauxite, de cuivre, d'or, de gaz naturel, de pétrole, d'argent, de zinc et il resterait moins de 10 ans avant l'épuisement du plomb, du molybdène, de l'étain, du tungstène.

Le rapport prend certaines distances par rapport à l'occurrence de ces projections mais pour faire valoir aussitôt que le coût d'extraction ou de recyclage des produits sera très élevé (rendements décroissants) et qu'au final le problème reste entier.

- La pollution

Le rapport est plus proche des réalités d'aujourd'hui quand il évoque les émissions de CO₂, à côté des rejets de chaleur qui réchauffent l'atmosphère. Il reconnaît bien l'utilité du nucléaire pour lutter contre les pollutions atmosphériques mais la condamne néanmoins pour ses rejets et ses déchets. Il avoue l'ignorance dans laquelle nous nous trouvons quant au plafond de pollution que la terre peut supporter mais se montre pessimiste. Des contre-mesures peuvent être prises mais elles seront très coûteuses et tardives car le mal est fait avant qu'il ne se manifeste.

Le rapport a été jugé lors de sa sortie largement technocratique (naïf, comme synonyme) et a-démocratique. Son approche des problèmes était extrêmement globale, sans vraiment prendre en compte les différences sociales, politiques, économiques qui traversent le monde. Le raisonnement entendait se placer « au-dessus de la mêlée ». Il faut y souscrire ou sinon se résigner à terme rapproché à voir l'humanité disparaître. Bien sûr, les auteurs du rapport avaient conscience que faire régner « l'équilibre stationnaire » n'allait pas de soi et chacun doit y mettre du sien. Pour éviter la situation choquante (et intenable) d'un monde composé durablement de pays figés dans leur richesse ou leur pauvreté, il faut que les premiers régressent pour que les autres puissent les rattraper en se développant. Un jeu à somme nulle... Le contrôle des naissances était la règle pour tous afin que l'équation nombre de naissances = décès soit respectée. Pour maîtriser la croissance des biens et services, les investissements devaient juste couvrir la dépréciation du capital et non augmenter les capacités productives.

Le rapport vaut mieux que ces projections- mécaniques- qui se veulent convaincantes par leur apparente implacabilité mathématique et qui fournissent l'armature du Rapport. Le postulat de base est clair : nous vivons dans un monde fini et tout acte de consommation rapproche la fin du monde (« collapse »). Prenant conscience de l'irréalisme du scénario proposé, le rapport s'achève sur une note désabusée. Pour que ses recommandations soient suivies d'effets, il faut que l'humanité partage la même vision du futur et la volonté d'agir en conséquence. Poser la question en ces termes, c'était y répondre.

Les débats suscités par le rapport de Rome lors de sa publication ne sont pas sans ressemblances avec ceux auxquels on assiste ou participe actuellement. Pour certains, le Rapport Meadows demeure une référence car l'exigence de décroissance est la même. Pour d'autres, comme Jean de Kervasdoué dans son récent ouvrage (« les écolos nous mentent ! »), les faussetés du rapport de Club de Rome sont avérées tandis que sévissent aujourd'hui les mêmes exagérations et inexactitudes qui biaisent un débat qui gagnerait à être plus soucieux des réalités, condition de l'efficacité technique des mesures à prendre et du respect des libertés.

Serge DEGALLAIX, Directeur général, Fondation Prospective et Innovation, mars 2021

[Fondation Prospective et Innovation – 9 juin 2020 \(prospective-innovation.org\)](http://prospective-innovation.org)

LesEchos

Comment éviter de renoncer un jour à la croissance?

Joseph E. STIGLITZ, économiste (prix Nobel)- article du 19 décembre 2019

Nous devons mener aujourd'hui une action forte, pour éviter le désastre climatique vers lequel le monde se dirige actuellement. Et nous pouvons atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris autour d'une limitation du réchauffement mondial à 2°C, tout en élevant le niveau de vie

C'est aujourd'hui une évidence: nous vivons au-dessus des limites de notre planète. À moins que nous changions quelque chose, les conséquences seront catastrophiques. Cette chose à changer serait-elle la priorité que nous donnons à la croissance économique ?

Le changement climatique constitue le premier risque auquel nous sommes confrontés, et nous en observons d'ores et déjà les coûts. Dans ce « nous », j'inclus les Américains. Les Etats-Unis, dont le parti politique majoritaire est dominé par des responsables qui nient le changement climatique, sont le premier émetteur de gaz à effet de serre par habitant, et le seul pays à refuser d'adhérer à l'Accord climatique de Paris 2015.

L'aveuglement américain

Une certaine ironie veut que les Etats-Unis soient aussi devenus l'un des pays qui subissent les plus forts dommages aux biens associés à des événements climatiques extrêmes, de type inondations, incendies, ouragans, sécheresses, et vagues de froid.

À une certaine période, bon nombre d'Américains espéraient même que le changement climatique leur soit bénéfique. Les eaux côtières de l'Etat du Maine deviendraient par exemple accessibles à la baignade. Aujourd'hui même, plusieurs économistes pensent encore qu'il n'y a pas réellement matière à s'inquiéter tant que l'augmentation de la température planétaire moyenne ne dépasse pas 3 à 4 °C, contre 2,°C en vertu du seuil fixé par l'Accord de Paris.

Ce pari est absolument irresponsable. Il est prévu que les concentrations de gaz à effet de serre atteignent leur plus haut niveau en plusieurs millions d'années, et nous n'avons nulle part ailleurs où nous réfugier si nous perdons la partie.

Etudes erronées

Les études qui suggèrent que nous pourrions tolérer des températures plus élevées sont profondément erronées. Dans la mesure où elles oublient par exemple

systématiquement de procéder à des analyses appropriées du risque, leurs modèles n'accordent pas suffisamment de poids à la probabilité d'issues terribles. Ces études biaisent systématiquement l'analyse en direction de l'inaction.

Notre système économique et écologique est peut-être résilient face à de faibles changements de température, les dommages n'augmentant que proportionnellement, mais une fois le changement climatique parvenu au-dessus d'un certain seuil, les dégâts augmentent par rapport à la montée de la température. Les pertes de récoltes deviennent par exemple sérieuses face aux épisodes de gel et de sécheresse.

C'est précisément là où les conséquences du changement climatique apparaissent les plus importantes que nous sommes le moins en mesure d'en absorber les coûts. Aucun fonds d'assurance ne sera à disposition si nous devons investir pour répondre à une augmentation majeure du niveau des océans, à des risques sanitaires imprévus, ainsi qu'à des migrations massives en conséquence du changement climatique.

Approche attentiste

Enfin, les partisans d'une approche attentiste face au changement climatique - qui considèrent que prendre des mesures aujourd'hui en prévision d'un risque incertain demain serait un gaspillage d'argent - procèdent à une actualisation très élevée de ces futures pertes. Lorsqu'une mesure est entreprise et susceptible de représenter un futur coût ou avantage, il convient d'évaluer la valeur actuelle de ces futurs coûts et avantages. Si un dollar vaut dans 50 ans un dollar d'aujourd'hui, la motivation peut exister en faveur d'une action forte de prévention de la perte; en revanche, si un dollar vaut dans cinquante ans seulement 3 centimes aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Le taux d'actualisation (la manière dont nous évaluons les futurs coûts et avantages par rapport à aujourd'hui) devient par conséquent essentiel. L'administration du président américain Donald Trump a fait savoir qu'elle n'entendait pas dépenser plus de 3 centimes actuels environ pour empêcher la perte d'un dollar dans cinquante ans. Les générations futures pèsent très peu dans la balance, ce qui est moralement inacceptable.

Eviter le désastre

Nous devons mener aujourd'hui une action forte, pour éviter le désastre climatique vers lequel le monde se dirige actuellement. Il faut à cet égard saluer la démarche de nombreux dirigeants européens, qui conduisent des efforts en direction d'une neutralité carbone planétaire d'ici 2050. Le rapport de la Commission de haut niveau sur les prix du carbone, que j'ai coprésidée avec Nicholas Stern, détermine que nous pouvons atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris autour d'une limitation du réchauffement mondial à 2°C, tout en élevant le niveau de vie : la transition vers une économie verte peut être synonyme d'innovation et de prospérité.

Cette vision nous distingue de ceux qui estiment que les objectifs de l'Accord de Paris ne pourront être atteints qu'à condition de stopper l'expansion économique. Je pense qu'ils se trompent.

Aussi malavisée que puisse être l'obsession pour un PIB sans cesse croissant, si la croissance économique n'existe plus, plusieurs milliards de personnes demeureront privées d'une alimentation suffisante, d'un logement, de vêtements, d'une éducation, et de soins médicaux. Il existe en revanche une importante marge de manoeuvre dans un changement de la qualité de la croissance, qui permettrait d'en réduire significativement l'impact environnemental. Sans même bénéficier de nouvelles avancées technologiques majeures, nous pouvons, par exemple, atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Impératif de justice sociale

Mais cela n'arrivera pas seul, et cela n'arrivera pas si nous nous contentons de confier les choses au marché. Cela n'arrivera que si nous allions investissements publics élevés, réglementation solide, et tarification environnementale appropriée. Enfin, cela ne pourra pas arriver si nous plaçons la charge de l'ajustement sur les plus pauvres : la durabilité environnementale ne pourra être atteinte qu'en phase avec des efforts de plus grande justice sociale.

***Joseph E. Stiglitz** est prix Nobel d'économie et professeur à l'université Columbia (New York).*



Le développement durable au cœur de la croissance post-COVID

Communiqué de presse, Conférence COP 26, ONU, New York
6 juillet 2021

La pandémie de COVID-19 a annihilé des décennies d'effort pour le développement durable, et les 18 mois qui viennent sont déterminants pour relancer la course vers la réalisation des 17 Objectifs que les 193 Etats Membres des Nations Unies se sont promis d'atteindre avant 2030.

Un rapport du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, diffusé le 6 juillet 2021, montre combien la pandémie a fortement perturbé la vie et les moyens de subsistance des populations.

Alors que les progrès pour atteindre les Objectifs de Développement Durable étaient lents avant même que la pandémie ne frappe, 119 à 124 millions de personnes supplémentaires ont été repoussées dans la pauvreté en 2020.

L'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein ont été perdus, et le nombre de personnes souffrant de la faim, qui était déjà en hausse avant la pandémie, pourrait avoir augmenté de 83 à 132 millions.

La pandémie a mis en évidence et intensifié les inégalités au sein des pays et entre eux. Au 17 juin 2021, environ 68 vaccins étaient administrés pour 100 personnes en Europe et en Amérique du Nord, contre moins de 2 en Afrique subsaharienne. Jusqu'à 10 millions de filles supplémentaires risqueront d'être mariées à cause de la pandémie au cours de la prochaine décennie. L'effondrement du tourisme international touche de manière disproportionnée les petits Etats insulaires en développement.

Le ralentissement économique de 2020 n'a guère contribué à ralentir la crise climatique. Les concentrations des principaux gaz à effet de serre ont continué d'augmenter, tandis que la température moyenne mondiale se rapproche dangereusement de la limite de +1,5 °C fixée dans l'accord de Paris. La pandémie a également mis un coup d'arrêt aux efforts prévus en 2020 en vue de mettre un terme à la perte de biodiversité par une chute des financements et un report de nouvelles décisions.

La relance durable comme solution d'avenir

Pour remettre les Objectifs de Développement Durable sur la bonne voie, les gouvernements, les villes, les entreprises et les industries doivent profiter de la reprise pour adopter des voies de développement à faible émission de carbone, résilientes et inclusives selon l'ONU. La réduction de leurs émissions permettra de préserver les ressources naturelles, créer de meilleurs emplois et donc s'attaquer aux inégalités croissantes.

« Nous sommes à un moment critique de l'histoire de l'humanité. Les décisions et les actions que nous prenons aujourd'hui auront des conséquences considérables pour les générations futures », a déclaré Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

« Les leçons tirées de la pandémie nous aideront à relever les défis actuels et futurs. Saisissons ensemble l'occasion de faire de cette décennie une décennie d'action, de transformation et de restauration pour atteindre les ODD et concrétiser l'accord de Paris sur le climat » a-t-il ajouté.

Les efforts déployés pour faire face à la pandémie ont démontré l'immense résilience des communautés et des Etats. Les gouvernements ont pris des actions décisives comme la mise en place de plus de 1600 mesures de protection sociale en 2020, pour la plupart à court terme, en réponse à la crise du COVID-19. La collaboration unique entre les gouvernements du monde entier a été essentielle pour développer des vaccins en un temps record. Selon le rapport, il s'agit là de bases solides sur lesquelles s'appuyer pour accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable.



Les perspectives économiques mondiales en cinq graphiques

Communiqué de presse de la Banque Mondiale
Janvier 2022

Après un rebond estimé à 5,5 % en 2021, la croissance mondiale devrait nettement marquer le pas, pour s'établir à 4,1 % en 2022, dans un contexte de recrudescences de la COVID-19, de réduction des mesures de soutien budgétaire et de problèmes d'approvisionnement persistants.

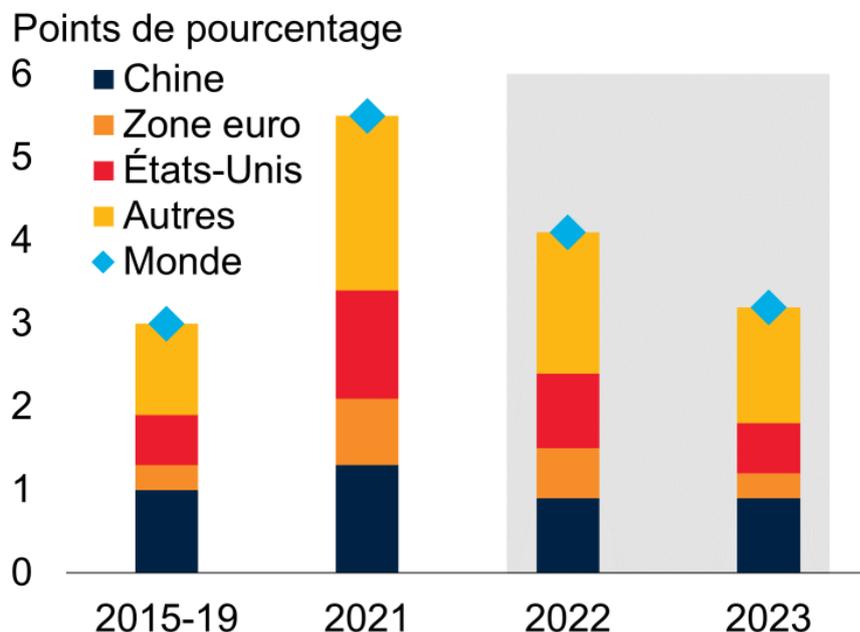
Dans les économies avancées, les chiffres de la production et de l'investissement devraient renouer l'année prochaine avec leurs niveaux d'avant la pandémie. Mais ils resteront en deçà des tendances pré-COVID dans les marchés émergents et les économies en développement, pénalisés par des taux de vaccination moins élevés, le resserrement des politiques budgétaires et monétaires, et un impact de la pandémie plus durable.

Les perspectives mondiales sont exposées à de multiples risques de dégradation : perturbations économiques simultanées à la suite du variant Omicron, problèmes d'approvisionnement persistants, désancrage des anticipations d'inflation, tensions financières, catastrophes climatiques et essoufflement des moteurs de la croissance à long terme. Les économies émergentes et en développement manquant de marge d'action pour poursuivre leur soutien budgétaire si nécessaire, ces risques baissiers accentuent la menace d'un atterrissage brutal.

Une situation qui souligne l'importance d'une coopération mondiale accrue pour favoriser une distribution rapide et efficace des vaccins, ajuster les politiques sanitaires et économiques, renforcer la viabilité de la dette dans les pays les plus pauvres et remédier aux coûts grandissants du changement climatique.

1. La croissance mondiale devrait marquer le pas en 2022 et 2023.

Contributions des grandes économies à la croissance mondiale

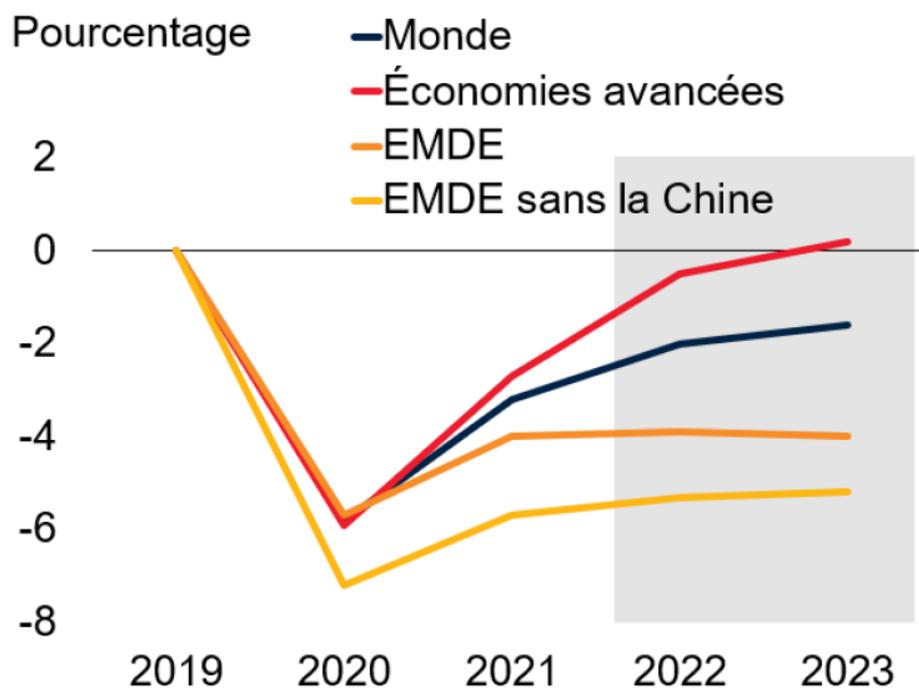


Note : Le graphique montre les contributions aux prévisions de croissance mondiale pour 2021-2023, comparées aux contributions moyennes sur la période 2015-19 (première barre). Les agrégats sont calculés sur la base de pondérations du PIB réel en dollars aux prix et taux de change moyens du marché sur la période 2010-19. Les parties grisées correspondent à des prévisions.

La croissance mondiale va connaître un net ralentissement dans un contexte marqué par le fléchissement du redémarrage initial de la consommation et des investissements et par le retrait des mesures de soutien macroéconomique. Le ralentissement mondial anticipé sur la période de prévision est principalement imputable aux grandes économies, ce qui aura aussi une incidence sur la demande dans les marchés émergents et les économies en développement.

2. La reprise sera plus faible dans les économies émergentes et en développement que dans les économies avancées.

Écart de production par rapport aux tendances pré-COVID



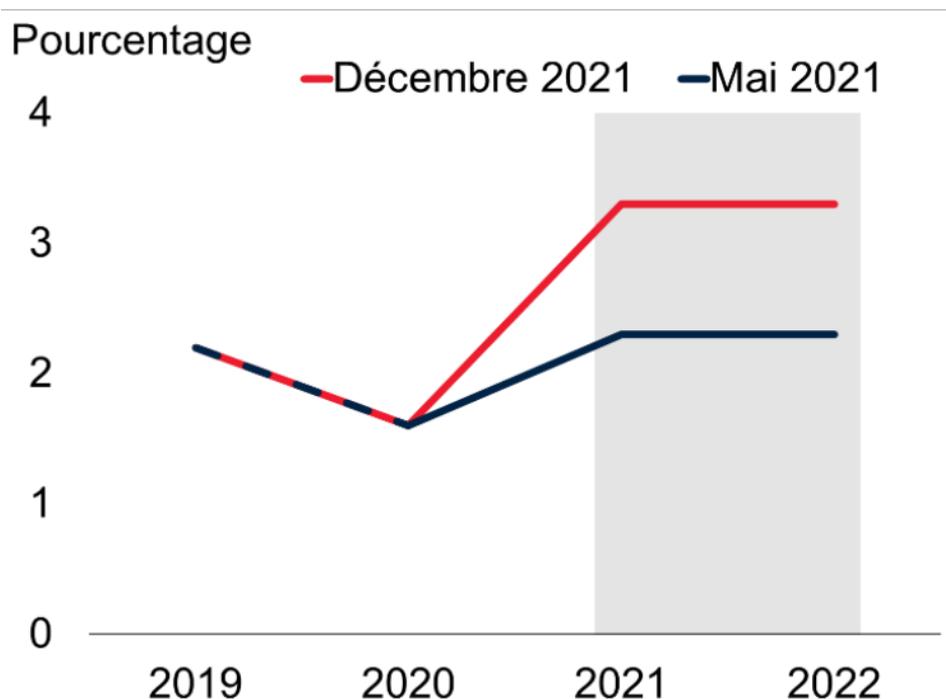
Source : Banque mondiale, 2022

Note : EMDE = marchés émergents et économies en développement. Le graphique fait apparaître les écarts entre les projections les plus récentes et les prévisions publiées dans l'édition de janvier 2020 des Perspectives économiques mondiales. En ce qui concerne la variation pour 2023, on étend la valeur de référence de janvier 2020 en utilisant la croissance prévue pour 2022. Les agrégats sont calculés sur la base de pondérations du PIB réel en dollars aux prix et taux de change moyens du marché sur la période 2010-19. Les parties grisées correspondent à des prévisions.

Contrairement à la reprise observée dans les économies avancées, la pandémie laissera des séquelles importantes sur les performances de la plupart des marchés émergents et des économies en développement : dans ces pays, les trajectoires de croissance en 2022-23 ne seront pas suffisamment soutenues pour rétablir les niveaux de production et d'investissement aux tendances pré-COVID.

3. Après une remontée inattendue en 2021, l'inflation mondiale devrait rester élevée cette année.

Prévisions d'inflation



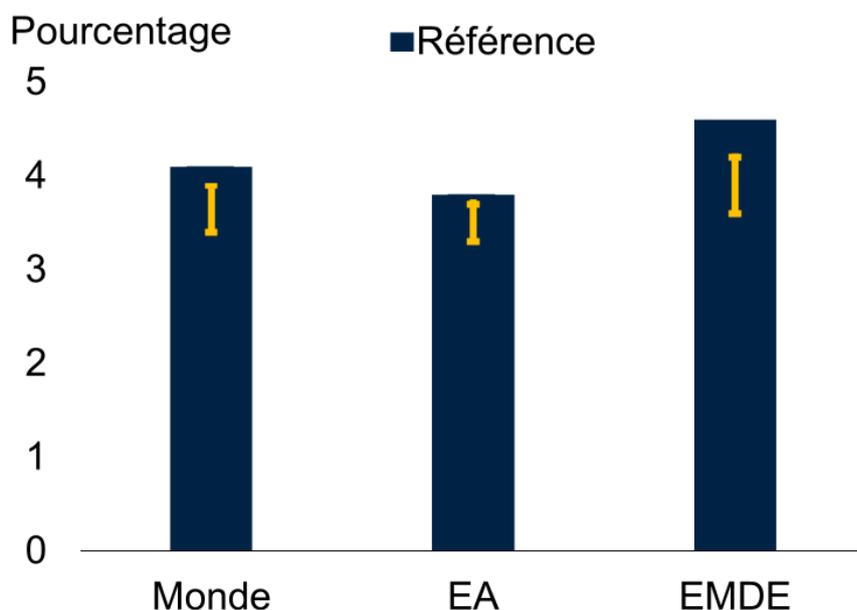
Sources : Consensus Economics & Banque mondiale, 2022

Note : Le graphique montre les prévisions d'inflation médiane (selon l'indice des prix à la consommation) pour 2021-22 en fonction des enquêtes effectuées en décembre 2021 et mai 2021 dans 32 économies avancées et 50 économies émergentes et en développement. Les parties grisées correspondent à des prévisions.

Le rebond de l'activité mondiale, conjugué aux perturbations de l'offre et à l'augmentation des cours des produits alimentaires et énergétiques, entraîne l'inflation globale à la hausse dans de nombreux pays. Plus de la moitié des économies émergentes et en développement qui disposent d'objectifs en matière de maîtrise de l'inflation ont enregistré des hausses de prix supérieures à leurs cibles en 2021, ce qui a amené les banques centrales à relever les taux directeurs. Selon les prévisions consensuelles des analystes, l'inflation moyenne mondiale devrait rester élevée en 2022.

4. Les graves perturbations économiques causées par une propagation rapide et simultanée du variant Omicron font peser un risque majeur sur la croissance à court terme.

Scénarios de croissance en fonction du variant Omicron pour 2022



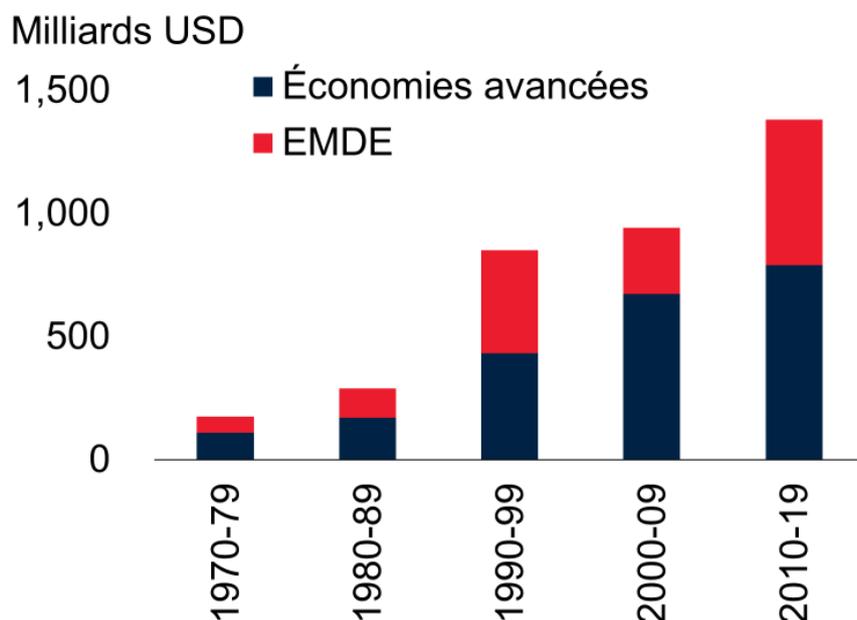
Sources : Oxford Economics & Banque mondiale, 2022

Note : AE = économies avancées ; EMDE = marchés émergents et économies en développement. Les lignes jaunes indiquent les prévisions de croissance selon un scénario pessimiste dans lequel les économies (18 économies avancées et 22 économies émergentes et en développement) sont confrontées à des chocs épidémiques dont l'ampleur est réduite à hauteur d'entre un dixième et deux dixièmes par rapport à ceux enregistrés au premier semestre de 2020.

Le ralentissement de la croissance mondiale entre 2021 et 2022 pourrait être plus prononcé qu'anticipé si la propagation rapide du variant Omicron vient submerger les systèmes de santé et conduit les autorités des grandes économies à réimposer des mesures drastiques de lutte contre la pandémie. Les perturbations économiques dues au variant Omicron risquent ainsi d'amputer encore davantage la croissance mondiale — dans une fourchette allant de 0,2 à 0,7 point de pourcentage en fonction des hypothèses sous-jacentes. Ces turbulences risquent d'aggraver les goulets d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement et accentuer les pressions inflationnistes.

5. Une coopération mondiale et des politiques nationales efficaces seront nécessaires pour faire face aux coûts importants des catastrophes météorologiques et climatiques.

Pertes économiques dues à des catastrophes météorologiques et climatiques



Sources : Base de données du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED) de l'Université catholique de Louvain & Banque mondiale, 2022

Note : EMDE = marchés émergents et économies en développement. Le graphique représente la somme de tous les dommages et pertes économiques directement ou indirectement liés aux aléas météorologiques, climatiques et hydriques. Les aléas se rapportent à des événements naturels, géophysiques, météorologiques, climatologiques, hydrologiques et biologiques.

La dynamique de reprise dans les économies émergentes et en développement est menacée par la survenue de catastrophes naturelles et d'événements climatiques graves. Une coopération mondiale est nécessaire pour accélérer les progrès en direction des objectifs de l'accord de Paris sur le climat et réduire les coûts économiques, sanitaires et sociaux du changement climatique, sachant que les populations vulnérables en paient le tribut le plus lourd.

La communauté internationale peut également apporter son aide en intensifiant les efforts sur l'adaptation au changement climatique, en augmentant les investissements écologiques et en facilitant la transition vers une énergie verte dans de nombreuses économies émergentes et en développement. Les pays peuvent par ailleurs orienter leurs politiques de manière à promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables et les infrastructures et à favoriser le développement technologique. En outre, les décideurs publics peuvent privilégier les réformes qui soutiennent la croissance tout en améliorant la préparation aux futures crises climatiques.